



Revue-IRS



**Revue Internationale de la Recherche Scientifique
(Revue-IRS)**

ISSN: 2958-8413

Vol. 3, No. 6, Décembre 2025

This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/) license.



FISCALITE ET CROISSANCE DES ENTREPRISES DE PETITE TAILLE DANS LA VILLE DE MBUJIMAYI

BUJITU BUJITU Peter

Chef de Travaux à l'Université de Mwene-Ditu

KAPINGA ILUNGA Josée

Professeure des Universités de la RD Congo

MUMPAMBALA LUZOLO Didier

Professeur des Universités de la RD Congo

Université de Mwene-Ditu

Abstract:

This investigation assesses the impact of taxation on the growth of small enterprises (SE) in Mbuji-Mayi, Democratic Republic of Congo. Despite their critical rôle in the local economy, SE are experiencing stagnation due to heavy tax burdens and complex fiscal systems. The findings indicate that 58,7% of firms have cut back on investments due to fiscal pressures, while 49,4% view the fiscal impact negatively. Alarming, the growth probability for these enterprises stands at a mere 3%. The study recommends fiscal reforms to ease burdens, awareness programs and financial support to revitalize the small enterprises in Mbuji-Mayi.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.18016275>

Introduction

Depuis des décennies, les petites entreprises de Mbuji-Mayi jouent un rôle important en raison de la croissance démographique, de l'augmentation du chômage et du manque de grandes entreprises dans la ville. Malgré ces facteurs favorables, elles ont longtemps stagné, même face aux initiatives de soutien et aux allégements fiscaux introduits par l'ordonnance Loi N° 22/030 du 8 Septembre 2022.

En effet, le déclin du secteur minier et la crise économique liée au pillage de 1992 ont contribué à une détérioration générale de la situation économique. Cela a entraîné la prolifération des petites entreprises, mais sans véritable croissance significative. Parallèlement, bien que la fiscalité soit un élément clé du développement économique, notamment dans des villes en pleine expansion comme Mbuji-Mayi, les politiques fiscales mises en place n'ont pas eu l'impact escompté sur la rentabilité et l'expansion des entreprises de petite taille.

Il est donc essentiel d'explorer les différentes dimensions de la fiscalité, telles que les taux d'imposition et la simplification des procédures fiscales, pour mieux comprendre les raisons de cette stagnation. Malgré les mesures d'accompagnement, les défis demeurent importants pour les entrepreneurs locaux. En analysant ces facteurs, nous pourrions proposer des recommandations visant à améliorer le climat des affaires et à favoriser un véritable dynamisme économique pour les petites entreprises de MbujiMayi.

Contexte et problématique

A l'échelle mondiale, la fiscalité joue également un rôle important dans le développement économique. Les systèmes fiscaux sont conçus pour générer des recettes publiques, mais ils peuvent également influencer le comportement des entreprises et leur capacité à croître. Dans un environnement économique de plus en plus compétitif, les gouvernements cherchent à établir des politiques fiscales qui favorisent l'investissement, encouragent l'innovation et soutiennent les petites et moyennes entreprises (Philip English et Georges-Maurice Hénault 1996), dans leurs ouvrages *petite entreprise en Afrique : clés du changement*, soulignent l'importance d'un environnement fiscal favorable pour encourager la croissance des PME en Afrique.

En Afrique, la fiscalité est un enjeu majeur pour la croissance économique. Les Pays du continent sont confrontés à des défis tels que la formalisation des entreprises, la lutte contre l'évasion fiscale et nécessité de diversifier leurs économies. Les PME, souvent perçues comme des moteurs de croissance et de création d'emplois, souffrent d'une pression fiscale élevée, d'une complexité administrative et d'un accès limité aux financements. Un document de l'organisation internationale du travail (OIT) (2007), intitulé *conclusions concernant la promotion d'entreprises durables* met en avant l'importance d'un environnement juridique et fiscal propice pour favoriser la croissance des PME.

Cela souligne que des politiques fiscales équitables sont essentielles pour encourager la formalisation et la durabilité des entreprises. En République Démocratique du Congo (RDC), la situation fiscale est particulièrement complexe. Le Pays dispose d'un potentiel économique immense, mais la fiscalité reste un frein à la croissance des entreprises, en particulier des petites structures. Les PME en RDC font face à des taux d'imposition élevés, à une réglementation souvent opaque et à des défis liés à la corruption. Un document sur les régimes fiscaux préférentiels pour les MPME indique que des politiques fiscales bien conçues peuvent stimuler la croissance des PME en réduisant les charges fiscales et en simplifiant les procédures administratives, un point important pour le développement économique en RDC. Dans ce contexte, la ville de MbujiMayi, située dans le Kasai-Oriental en République Démocratique du Congo, abrite de nombreuses petites entreprises qui jouent un rôle économique et social significatif dans la communauté locale. Cependant, ces entreprises rencontrent divers défis, notamment en matière de fiscalité. Le système fiscal en RDC est souvent perçu comme complexe et contraignant, ce qui peut affecter la viabilité et la croissance des petites entreprises. Les charges fiscales élevées, les processus administratifs lourds et le manque de clarté dans l'application des réglementations limitent la capacité des entrepreneurs à investir, innover, créer des emplois et accroître leur rentabilité et leur chiffre d'affaires.

Cette étude s'attachera à analyser l'effet de la fiscalité sur la croissance des entreprises de petite taille à MbujiMayi, en tenant compte des spécificités locales et des défis plus large auxquels fait face la RDC. En s'appuyant sur les travaux de chercheurs et d'organisations, cette approche permettra d'identifier des solutions adaptées pour améliorer le climat des affaires et soutenir le développement des PME dans cette région.

De nos jours, les nombreuses entreprises de petite taille jouent un rôle déterminant dans nos économie en créant des emplois, en stimulant la croissance du chiffre d'affaires des entrepreneurs et en contribuant aux ressources fiscales de l'Etat, tout en soutenant les revenus quotidiens de nombreux ménages, comme le soulignent (Birch, 1979) et (Brentjens, 2010). Cependant, malgré leur importance, ces entreprises font face à des problèmes de croissance, amenant certaines à remettre en question la fiscalité.

La question de la fiscalité dans cette catégorie d'entreprises soulève un débat, certains soutenant que les impôts et taxes nuisent aux activités économiques des entreprises, notamment des petites, en réduisant la rentabilité, freinant la croissance et décourageant l'implantation d'entreprises (Geloso V. et Al. 2010). A l'inverse, d'autres estiment que la fiscalité, en tant que moyen de procurer des ressources financières à l'Etat, constitue un instrument d'incitation à l'autofinancement et à l'indépendance financière, des facteurs nécessaires à l'accumulation de capitaux physiques et humains, avec des effets positifs sur la prospérité et la croissance des entreprises (Laghadihia L. et al. 2017).

La fiscalité, qui permet à l'Etat de maximiser ses recettes depuis des siècles, est souvent perçue négativement par les entreprises et les contribuables, qui dénoncent une pression fiscale excessive ayant un impact négatif sur leurs activités. A MbujiMayi, l'Etat ne perçoit ses ressources financières que lorsque cette catégorie d'entreprises exerce des activités lucratives, ce qui s'explique par le fait que MbujiMayi, est une ville à vocation commerciale. Si le taux d'imposition devient excessif avec une multiplicité de services percepteurs, cela entraîne une forte pression fiscale, impactant négativement la marge bénéficiaire de ces petites et microentreprises, qui ont souvent besoin de la protection réelle de l'Etat.

La fiscalité a des effets variés sur la croissance des entreprises de petite taille, notamment dans une ville comme MbujiMayi. Des taux d'imposition élevés peuvent réduire les bénéfices nets des petites entreprises, limitant leur capacité à réinvestir pour leur croissance. A MbujiMayi, de nombreux gestionnaires de petites entreprises développent parfois des « effets de seuil » qui les incitent à rester de petites entreprises, refusant de croître afin de demeurer sous le seuil d'éligibilité du régime et de bénéficier d'un traitement fiscal préférentiel. Certains autres sont incités à des comportements d'optimisation fiscale et de fraude fiscale. Ces régimes créent une incitation à diviser les activités des agents économiques à MbujiMayi. Soit à sous-déclarer leur activité (ou sur déclarer leurs coûts lorsque le seuil d'éligibilité est défini selon le revenu net de ces entreprises), afin de rester sous le seuil d'éligibilité.

En parallèle, la complexité administrative de la fiscalité augment les coûts pour les petites entreprises, détournant des ressources qui pourraient être utilisées pour leur croissance. Cette situation décourage la croissance des petites entreprises lors de leur première année d'installation. Plus la taille d'une entreprise augmente, moins la fiscalité constitue un frein à sa croissance. Les activités de cette catégorie d'entreprises n'évoluent pas en raison de la multitude d'impôts et de taxes qui frappent leurs activités et par moment à cause de non application de certaines dispositions réglementaires (cfr Ordonnance-Loi n° 22/030 du 8 septembre 2022).

Dans le cadre de cette étude, un regard est tourne vers les enjeux économiques liés aux dispositions fiscales régissant les entreprises de petite taille (EPT) en République Démocratique du Congo. Ces EPT, définies comme des petites et microentreprises réalisant un chiffre d'affaire annuel inférieur ou égal à 80.000.000 de francs congolais, jouent un rôle important dans le tissu économique local.

Cependant, il est préoccupant de constater que ces entreprises stagnent, certaines d'entre elles ayant même une ancienneté de 5 à 10 ans sans évolution significative de leur chiffre d'affaire, de leur rentabilité, ni de leurs effectifs. Malgré les efforts déployés par le gouvernement pour stimuler ce secteur, notamment à travers les mesures incitatives comme l'amnistie fiscale pour les petites, micro et moyennes entreprises, ainsi que l'instauration de moratoires sur l'impôt sur les bénéfices, les résultats escomptés ne sont pas au rendez-vous. En effet, les dispositions de la loi fiscale n° 15/021 du 31 décembre 2015 et de la Loi de finances n° 17/005 du 23 Juin 2017, qui visent à simplifier les procédures fiscales et à offrir des allègements fiscaux, semblent insuffisantes pour engendrer une dynamique de croissance.

Ainsi, bien que des mesures d'accompagnement aient été mises en place pour encourager la formalisation des entreprises du secteur informel, la réalité montre que beaucoup restent immobilisées dans un état de non-croissance. Cette situation soulève des questions essentielles sur l'efficacité du système fiscal en vigueur et sur les obstacles structurels qui empêchent les EPT de réaliser leur potentiel économique.

Le but de cette recherche est donc d'analyser en profondeur ces enjeux fiscaux afin de proposer des recommandations concrètes pouvant améliorer le cadre fiscal et favoriser une véritable croissance des petites entreprises à Mbujimayi. En fin de compte, il s'agit de contribuer à la revitalisation de l'économie locale et à la création d'emplois durables dans la ville de Mbujimayi. De ce qui précède, cette étude soulève la question principale suivante : comment le système fiscal en vigueur influence-t-il les entreprises de petite taille évoluant dans la ville de Mbujimayi ? Trois questions subsidiaires se dégagent :

- ✓ Quel est l'impact de la fiscalité sur la croissance des entreprises de petite taille à Mbujimayi ?
- ✓ Quels sont les principaux impôts et taxes auxquels les EPT sont soumises à Mbujimayi ?
- ✓ Quelle est la probabilité pour qu'une entreprise connaisse ou non la croissance ?

C'est à partir de cette problématique qu'il sera structuré le développement de ce texte en cinq points, à savoir : Impact général de la fiscalité sur les entreprises, théories sur les modèles de croissance, le choix méthodologique, la présentation des résultats et la discussion.

I. Impact général de la fiscalité sur les entreprises

La fiscalité influence les décisions des entreprises en matière d'investissement, d'innovation et de croissance. Une fiscalité élevée peut décourager l'initiative entrepreneuriale, tandis qu'une fiscalité incitative peut stimuler la création d'entreprises et la formalisation de l'économie. Dans les lignes qui suivent, il sera analysé les différentes relations qui existent entre la fiscalité et les éléments de la croissance des entreprises.

Analyse des Relation entre Fiscalité et Croissance des Entreprises

Les relations entre fiscalité et croissance des entreprises sont complexe et multidimensionnelles. La fiscalité influence non seulement la rentabilité des entreprises, mais également leurs décisions d'investissement, d'embauche et d'innovation. Cette analyse se penche sur les différents mécanismes par lesquels la fiscalité impacte la croissance des

entreprises, ainsi que sur les implications pour les EPT, en particulier dans un contexte comme celui de Mbuji-Mayi. Voici quelques relations :

- 1) Impact direct des impôts sur la rentabilité
 - a) Effet sur les bénéfices nets

Les impôts réduisent les bénéfices nets des entreprises, ce qui peut influencer leur capacité à réinvestir dans l'entreprise. Un taux d'imposition élevé peut diminuer les marges bénéficiaires, ce qui limite les ressources disponibles pour l'expansion et l'innovation.

- b) Evasion fiscale et formalisation

Des taux d'imposition élevés peuvent inciter les entreprises à chercher des moyens d'évasion fiscale, souvent en restant dans le secteur informel. Cela limite la capacité de l'Etat à collecter des recettes fiscales et à financer des services publics. Il est vrai qu'un grand nombre d'entreprises de cette taille à Mbuji-Mayi opèrent dans l'informel pour éviter des charges fiscales, ce qui entrave leur croissance et leur accès à des financements formels.

- 2) Effets de la fiscalité sur les décisions d'investissement
 - a) Incitations fiscales

Les politiques fiscales peuvent être conçues pour encourager l'investissement. Tel est le cas des crédits d'impôt pour l'innovation ou des exonérations fiscales temporaires qui peuvent stimuler la croissance des entreprises. Admettons une entreprise qui reçoit un crédit d'impôt pour la recherche et le développement peut être davantage incité à investir dans des projets innovants, ce qui peut améliorer sa compétitivité.

- b) Coût du Capital

Les impôts affectent le coût du capital, dans le sens que des taux d'imposition plus élevés peuvent augmenter le coût d'emprunt, limitant ainsi la capacité des entreprises à financer leur croissance par le biais de prêts. Par la suite, cela peut également amener les entreprises à retarder ou abandonner des projets d'expansion.

- 3) Influence de la fiscalité sur l'emploi et la création d'emplois
 - a) Effet sur l'embauche

La fiscalité influence également les décisions d'embauche, par le fait que, des charges fiscales élevées dissuadent les entreprises d'embaucher, limitant ainsi la création d'emplois.

- b) Stabilité de l'emploi

Il arrive que des politiques fiscales favorables améliorent la stabilité de l'emploi. Lorsque les entreprises sont en mesure de conserver une plus grande part de leurs bénéfices, elles sont mieux placées pour maintenir leurs effectifs en période de ralentissement économique.

- 4) Impact de la fiscalité sur l'innovation et sur la productivité

a) Fiscalité et recherche et développement

Un environnement fiscal favorable stimule l'innovation. Les entreprises qui investissent dans la recherche et le développement bénéficient de fois de crédits d'impôt ou d'autres incitations fiscales pouvant les encourager à exceller dans le domaine.

b) Productivité et efficacité

Des impôts plus faibles permettent aux entreprises de réinvestir dans l'amélioration de leurs processus opérationnels, ce qui peut augmenter la productivité globale.

II. Théories sur les modèles de croissance

Avant d'aborder la question en rapport avec le modèle de croissance des entreprises, comprenons ce que c'est « la croissance » : lorsqu'on fait allusion à la croissance économique, la référence est faite à l'augmentation de la production de biens et services dans une économie sur une période de temps donné. Cependant, pour les entreprises, la croissance peut se manifester par une augmentation du chiffre d'affaires, de la part de marché, de la rentabilité, du nombre d'employés. Souvent, la croissance est influencée par divers facteurs, y compris l'environnement fiscal, l'accès au financement et les conditions du marché. Pour mieux appréhender le sens donné à ce concept, parcourons les différents modèles de croissance ci-dessous :

Modèles de Croissance des entreprises

Différents modèles théoriques expliquent la croissance des entreprises, notamment :

1° le modèle de croissance de Penrose

Cet auteur met l'accent sur la capacité des entreprises à exploiter leurs ressources internes. Il sera abordé en trois points sa théorie, l'origine et principes fondamentaux de la théorie, éléments clés et nous donnerons la limite de cette théorie.

✓ Origine et principes fondamentaux de la théorie

Le modèle de croissance de Penrose, proposé par l'économiste Edith Penrose dans son ouvrage « the theory of the Growth of the Firm » (1959), met l'accent sur la manière dont les ressources internes d'une entreprise influencent sa croissance. Selon Penrose, la croissance d'une entreprise est déterminée par sa capacité à exploiter ses ressources de manière efficace.

✓ Éléments clés de la théorie

- Ressources et capacités : les entreprises possèdent des ressources, telles que le capital, le personnel, et les compétences, qui peuvent être utilisées pour se développer. La manière dont elles gèrent et exploitent ces ressources détermine leur potentiel de croissance.
- Expansion par la diversification : les petites et moyennes entreprises apprennent de leurs produits et services. Cette diversification peut être géographique ou sectorielle, permettant d'exploiter de nouveaux marchés.

- Apprentissage et adaptation : les entreprises apprennent de leurs expériences et ajustent leurs stratégies en conséquence. Cela inclut l'apprentissage à partir des échecs et des succès.
- ✓ Limites du modèle

Bien que le modèle de Penrose soit influent, il ne prend pas toujours en compte l'impact de l'environnement externe, tel que la concurrence ou les politiques fiscales, sur la croissance des petites et moyennes entreprises.

2° Le modèle de croissance de Greiner

- ✓ Origine et principes fondamentaux

Le modèle de croissance de Greiner, développé par Larry E. Greiner dans les années 1972, propose que les entreprises traversent différentes phases de croissance, chacune caractérisée par des défis spécifiques et des crises.

- ✓ Phases de croissance

Greiner a identifié cinq phases principales de croissance qui sont :

- Phase de création : en ce qui concerne la mise en place de l'entreprise, l'auteur montre que les entrepreneurs doivent établir premièrement une base solide avant d'en définir leurs visions ;
- Phase de direction : à ce point, l'auteur montre que l'entreprise débute la structuration, ce qui justifie la mise en place d'un meilleur système de contrôle et une gestion formelle,
- Phase de décentralisation : à ce stade, l'entreprise commence à se développer et comme conséquence, elle délègue des responsabilités en embauchant des tierces personnes pour assurer la gestion des autres départements,
- Phase de coordination : ici, le but des entreprises devient celui de maintenir la cohérence entre les unités. Phase qui consiste à impliquer l'instauration de systèmes de reporting et de procédures standardisées,
- Phase de collaboration : la croissance se concentre sur la culture même de l'entreprise ainsi que la collaboration existant entre les équipes ce qui fait que les entreprises cherchent à innover et à s'adapter aux changements du marché.

- ✓ Crise et transactions

Il est vrai que chaque phase présentée est caractérisée par une crise, laquelle pousse l'entreprise à partir d'une phase à l'autre.

- ✓ Limites du modèle de Greiner

Bien que le modèle soit utile pour mieux appréhender les défis de croissance, il ne s'applique pas de manière identique à toutes les petites et moyennes entreprises, en particulier dans un contexte où les environnements économiques sont dynamiques.

3° Le modèle de croissance Organique

Ce modèle est caractérisé par le principe qui régit la croissance des entreprises, les stratégies de croissance.

- ✓ Principe de base : ce modèle se concentre sur la manière dont les entreprises se développent grâce à leurs propres ressources et capacités, plutôt que par des acquisitions ou des fusions. Pour ce modèle, c'est la croissance soutenue et durable qui est privilégiée.
- ✓ Stratégies de croissance organique

Dans le contexte de stratégies de croissance, il est fait allusion à l'innovation produits (nécessitant l'amélioration de produits existants qui peut favoriser la demande et par la suite la croissance), l'expansion géographique pouvant offrir de nouvelles opportunités de croissance pour les entreprises, amélioration des processus qui consiste à réduire les coûts et augmenter l'efficacité qui soutiennent la croissance d'entreprises. En guise de limite, la croissance des entreprises est lente et demande d'énormes investissements initiaux pour soutenir cette croissance.

Il y a plusieurs modèles de croissance, pour des raisons méthodologiques, il a été évident de faire voir que les modèles de croissance des entreprises, qu'ils soient basés sur les ressources internes, l'expansion organique ou par acquisition, offrent des perspectives de toutes formes sur les défis et les opportunités auxquelles les entreprises sont confrontées. Dans le contexte de cette étude, ces différents modèles peuvent apporter tant soit peu un soutien aux entreprises de petite taille évoluant dans la ville de Mbujimayi malgré les contraintes liées à la fiscalité.

III. le choix méthodologique,

L'étude de la fiscalité sur la croissance des entreprises de petite taille à Mbujimayi a nécessité, une approche méthodologique flexible. C'est pourquoi la méthode hypothético-déductive associée au questionnaire d'enquête s'avèrent particulièrement pertinentes. En combinant l'observation de cas spécifiques avec la formulation d'hypothèse, cette méthode permet d'explorer les dynamiques complexes entre la fiscalité et la croissance des entreprises de petite taille.

➤ Population cible

La population cible désigne un groupe spécifique de personnes partageant des caractéristiques communes, telles que l'âge, le sexe et le statut socio-économique, comme l'indique Kotler, P., al. (2016). Dans le cadre de cette étude, l'univers de la population est constitué des entreprises de petite taille situées à Mbujimayi.

➤ Déterminer la taille de chaque strate

Pour y parvenir, il a été calculé la proportion de chaque strate par rapport à la population totale afin de s'assurer que chaque sous-groupe est représenté de manière significative dans l'échantillon. La population cible est constituée des entreprises de petite taille dans la ville de Mbujimayi, déterminé suivant la formule de Lunch dont voici :

$$n = \frac{Z^2 * P * (1-P)}{E^2}$$

Pour une population de 2182 entreprises de petite taille recensées dans la ville de Mbujimayi par la direction générale des impôt (DGI), il a été retenu un niveau de confiance de 95%, une marge d'erreur de 5% et une proportion (P) par défaut estimé à 0,5, la taille d'échantillon calculée serait d'environ :

$$n_1 = \frac{1,96^2 * 0,5(1-0,5)}{0,05^2} = 384,16$$

Pour ajuster la taille de la population, l'équation suivante est utilisée: $n_2 = n_1 * \frac{N}{N+n_1}$ Cet ajustement permet de déterminer la taille de l'échantillon en fonction du plan d'échantillonnage Dff donné par :

$$n_3 = Dff . n_2$$

Il est essentiel de prendre en compte le taux de réponse des participants lors de cet ajustement. Par conséquent, la taille finale de l'échantillon est obtenue en appliquant la formule $\Rightarrow \frac{n_3}{r}$, où r représente le taux de réponse prévu. Soit 172 entreprises de petite taille retenues.

- Détermination de l'échantillon par catégorie d'entreprises

a) Petite entreprise

Tableau n°1 Identification des petites entreprises

commune	Secteur	Nbre entreprise	coefficient	échantillon
Dibindi	service	52	0,024	3
	vente	363	0,17	29
Diulu	service	59	0,03	5
	vente	107	0,05	9
Muya	service	9	0,004	1
	vente	70	0,032	5
Total	service	120		9
	vente	540		43

Source : Auteur sur base des données de la DGI Mbujimayi 2025

b) Microentreprises

Tableau n° 2 Indentification des Micro-entreprises

commune	Nbre entreprise	Coeff.	Taille éch	Secteur	% de PT	échantillon
Dibindi	1 145	0,52	89	service	82,7	15
				vente	17,3	74
Diulu	166	0,076	14	service	82,7	2
				vente	17,3	12
Muya	211	0,097	17	service	82,7	3
				vente	17,3	14
Total	1522	0,698	120	service	82,7	20
				vente	17,3	100

Source : Auteur sur base des données de la DGI Mbujimayi 2025

- **Identification des Variables Indépendantes**

- ✓ Taux d'imposition : Variable continue représentant le pourcentage d'imposition applicable aux entreprises de petite taille.

- **Inclusion des Variables de Contrôle**

- ✓ Niveau d'activité

- ✓ Secteur d'activité
- ✓ Taille de l'entreprise
- ✓ Niveau d'éducation et compétences des propriétaires
- **Construction du Modèle logistique**

Formulation du modèle :

La probabilité que l'entreprise connaisse une croissance ($Y=1$) peut être modélisée comme suit :

$$P(Y = 1) = \frac{1}{1+e^{-\gamma}}$$

Sachant que la combinaison linéaire donne :

$$(\beta_0 + \beta_1 X_1 + \beta_2 X_2 + \beta_i X_i + \dots \varepsilon) \begin{pmatrix} 1 \\ x_1 \\ x_2 \\ x_i \end{pmatrix}$$

$$\Rightarrow (\beta_0 + \beta_1 X_1 + \beta_2 X_2 + \beta_i X_i + \dots \varepsilon)$$

$$P(Y = 1) = \frac{1}{1+e^{-(\beta_0 + \beta_1 X_1 + \beta_2 X_2 + \beta_i X_i + \dots \varepsilon)}}$$

Où :

- ✓ $P(Y=1)$ est la probabilité que l'événement se produise.
 - ✓ β_0 est l'ordonnée à l'origine (intercept).
 - ✓ X_i Sont les variables exogènes dont X_1 est le taux d'imposition, et Z_i représentent (le niveau d'activité, le secteur d'activité, taille d'entreprise, niveau d'éducation et compétence des propriétaires).
 - ✓ les β_i sont les coefficients du modèle associés aux variables explicatives.
- Avec $i = 1, 2$ et 3

IV. La présentation des résultats

Ce point expose les principaux renseignements tirés de l'enquête réalisée auprès des entreprises de petite taille à Mbujimayi, dans le cadre de l'analyse des liens entre la fiscalité et croissance. A partir des données collectées, l'objectif est d'examiner les tendances observées, de confronter les hypothèses formulées aux réalités du terrain et identifier les facteurs fiscaux susceptibles d'influencer le développement entrepreneurial à Mbujimayi. L'analyse se déroulera en plusieurs étapes dont la première retrace une présentation détaillée des données recueillies, ce qui donnera le profil des entreprises interrogées, deuxièmement leur localisation, leur ancienneté, leur régime fiscal et les caractéristiques de leurs activités. Par la suite les résultats seront interprétés à la lumière des hypothèses de recherche, en croisant les variables pertinentes pour dégager des corrélations significatives.

- Présentation des Résultats de dépouillement des données d'enquête

Cette section présente les caractéristiques descriptives de l'échantillon constitué de 172 entreprises de petite taille. Elle vise à fournir une vue d'ensemble des variables clés, telles que le secteur d'activité, l'ancienneté de l'entreprise dans l'activité, le type d'impôt appliqué, ainsi que le niveau de bénéfice réalisé, la perception de l'impact fiscal, le pourcentage du chiffre d'affaires payé en impôt...ces éléments constituent le socle analytique sur lequel reposent les interprétations dans les lignes qui suivent.

4.1 Analyse booléenne linéaire

Les résultats de cette analyse après réponses des enquêtés révèlent des tendances au sein des entreprises de petite taille (EPT) à Mbujimayi, notamment en ce qui concerne le profil d'entrepreneurs, le type d'activité et les défis auxquels ils font face. La majorité significative des répondants, soit 71,5% se déclarent masculin, ce qui explique une forte prédominance masculine dans le secteur. Du point de vue activité exercée, 81,1% des entreprises se concentrent sur la vente, tandis qu'un petit nombre seulement, soit 16,9% opère dans le secteur des services.

Cette concentration dans le commerce indique que l'environnement de Mbujimayi est favorable à ce type d'activité mais dans l'entre temps, souligne l'absence d'une diversité d'options pour les entreprises. L'ancienneté des entreprises est un autre aspect révélateur ; 46,5% des EPT ont plus de six ans d'expérience, ce qui montre une certaine stabilité au sein du secteur. Toutefois, 53,5% des entreprises ont moins de six ans d'ancienneté, témoignant d'un dynamisme avec un afflux de nouvelles entreprises.

En ce qui concerne la taille des entreprises, les résultats montrent que la grande majorité, soit 77,9% emploie entre une et cinq personnes, caractérisant ainsi un secteur dominé par les microentreprises gérées souvent par un seul individu. Il ressort également que les travailleurs et propriétaires des entreprises de petite taille possèdent un niveau d'étude universitaire, soit 51,2%, tandis que 15,7% n'ont qu'un niveau primaire. Cela montre que, dans l'ensemble, les répondants disposent d'un certain niveau d'éducation, potentiellement favorable à la gestion d'une entreprise. Sur le plan géographique, les résultats montrent la concentration d'entreprise (EPT) dans la commune de Dibindi, qui représente 70,3% des répondants, suggérant un environnement favorable à l'activité économique.

De l'analyse faite, il ressort que 69,8% des entreprises de petite taille sont soumises à l'impôt sur le profit, sur le bénéfice et d'autres taxes, tandis que la plupart des EPT paient des montants peu élevés : 62,2% déclarent des impôts de moins de 200\$. En revanche, la pression fiscale influence négativement les décisions d'investissement, 58,7% des entreprises ayant déclaré avoir réduit leurs dépenses liées à l'investissement en raison de cette pression. Enfin, la perception de l'impact fiscal est préoccupante avec 59,3% des entreprises indique que la fiscalité a un effet négatif sur leur croissance à Mbujimayi.

Par rapport à la fréquence de sensibilisation, il se révèle que la majorité d'enquêtés, soit 80,8%, indique avoir été sensibilisée plusieurs fois à la nécessité de payer des impôts et des taxes. Contre, 5,8% des entrepreneurs qui affirment avoir été sensibilisé une seule fois, tandis que 13,4% n'ont pas été sensibilisés du tout. Ces chiffres pourraient indiquer des lacunes dans la communication ou l'accès à l'information pour certaines entreprises.

Par cet effet, 51,7% indique réaliser un bénéfice net de moins de 500\$, ce chiffre suggère que de nombreuses EPT à Mbujimayi opèrent avec des marges bénéficiaires annuelles très faibles, ce qui indique des défis importants en matière de rentabilité et viabilité économique. En rapport avec la variation de bénéfice au cours de dernières années, 44,8% sur l'ensemble d'enquêtés, constate une diminution de leur bénéfice net, contre 36,6%, qui affirme une augmentation de leur bénéfice. 18,6%, estime que leur situation est stable. Ces EPT ont signalé un statu quo dans leurs activités.

4.2 Analyse de la variable Quantitative

Tableau n° 3 : Chiffre d'affaires Annuel

Variable	Symbole	Nbre d'observation	Moyenne	Ecart-type	Valeur Max	Valeur Min
Chiffre d'affaire	X9	172	15639244,19	22466714,509	80 000 000 FC	100 000 FC

Source : élaboré sur base des résultats SPSS.

Le tableau ci-haut, présente une analyse à l'aide des statistiques descriptives sur le chiffre d'affaires des entreprises de petite taille (EPT) évoluant dans la ville de Mbujimayi. Il se dégage que sur un total de 172 entreprises, les montants de chiffre d'affaires étaient variés, révélant un minimum de 100.000FC et un maximum de 80.000.000FC. Cela prouve que certaines entreprises réalisent des revenus considérables par rapport aux autres qui dégagent des performances modestes.

Tenant compte du tableau en annexe, il se révèle que le chiffre d'affaires total cumulé des EPT atteint 2.689.950.000FC, ce qui explique l'ampleur économique de ce secteur dans la ville de Mbujimayi. Et permet de dégager pour chaque entreprise une moyenne de chiffre d'affaires de 15.639.244FC. Cependant, l'écart type s'élève à 22.466.714,51FC, ce qui témoigne d'une forte variation entre le chiffre d'affaires et approuve que le secteur d'activité reste composé par des entreprises qui dégagent des revenus très variés.

4.3 Analyse corrélative de Spearman

Tableau n° 4 : Variables significativement Corrélées

Variables corrélées	Symbole	R ² du Spearman	P-Value	Seuil de Signif.	Nature de Liaison
% CA payé en impôt	X10	68,6%	0,000	1%	Positive
Montant annuel d'impôt payé	X8				
Montant annuel d'impôt payé	X8	64,9%	0,000	1%	Positive
Bénéfice annuel net	Y2				
Montant annuel d'impôt payé	X8	61,8%	0,000	1%	Positive
% du bénéfice à l'impôt	Y3				
% CA payé en impôt	X10	84,2%	0,000	1%	Positive
Bénéfice annuel net	Y2				
% CA payé en impôt	X10	84,6%	0,000	1%	Positive
% du bénéfice à l'impôt	Y3				
% CA payé en impôt	X10	-21%	0,006	1%	Négative
Perception de l'impact impôt	Y1				
Bénéfice annuel net	Y2	83,9%	0,000	1%	Positive
% du bénéfice à l'impôt	Y3				
Bénéfice annuel net	Y2	-28,3%	0,000	1%	Négative
Perception de l'impact impôt	Y1				
% du bénéfice à l'impôt	Y3	-16,3%	0,033	5%	Négative
Variation du bénéfice	Y4				
% du bénéfice à l'impôt	Y3	-25,2%	0,001	1%	Négative
Perception de l'impact impôt	Y1				
Perception de l'impact impôt	Y1	15,9%	0,037	5%	Positive
Variation du bénéfice	Y4				

Source : élaboré sur base des résultats SPSS.

Les résultats présentés dans ce tableau illustrent plusieurs corrélations significatives entre les impôts, taxes et les bénéfices des entreprises de petite taille. De prime à bord, il est observé une corrélation positive de 68,6% entre le

pourcentage de chiffre d'affaires payé par l'impôt et le montant annuel d'impôt payé, cela signifie que lorsque les entreprises augmentent leurs bénéfices, elles paient également plus d'impôts et taxes. Cette relation se confirme par un P-value inférieur au seuil de 1%, indiquant en même temps que la relation est significative. Cela justifie qu'entre les deux variables, il existe un lien direct entre la performance financière des entreprises et leurs participation au paiement de l'impôt et taxes.

Ensuite, une relation similaire s'observe avec une corrélation de 64,9% entre le montant d'impôt payé et le bénéfice annuel net. Comme précédemment ce lien présente une relation significative avec un P-value inférieur au seuil de 1%, ce qui montre que les entreprises qui réalisent des bénéfices élevés ont tendance à payer d'importantes sommes à l'impôt et taxe. Cela souligne que la rentabilité est souvent synonyme de charges fiscales accrues.

Dans le même sens, la relation est positive entre le montant d'impôt payé avec le pourcentage de bénéfice affectés aux impôts, soit 61,8% avec un P-value inférieur au seuil de 1%, cela signifie que les entreprises de petite taille qui s'acquittent plus d'obligation fiscale, allouent également une plus grande part de leurs bénéfices à la fiscalité, entraînant ainsi une pression fiscale significative sur leurs ressources financières.

Une autre corrélation positive très forte de 84,2% est observée entre le pourcentage de chiffre d'affaires et le bénéfice annuel net avec P-value inférieur au seuil de 1%. Cela prouve également que les entreprises qui paient un pourcentage élevé de leur chiffre d'affaires en impôt et taxe ont souvent des bénéfices importants. Ce phénomène se répète avec forte corrélation de 84,6% entre le pourcentage de chiffre d'affaires et le pourcentage du bénéfice à l'impôt, montrant qu'une variation financière positive dans l'entreprise entraîne un fardeau fiscal proportionnel ou similaire.

Cependant, ce tableau met en évidence des relations négatives. Tel est le cas de pourcentage de chiffre d'affaires payé par l'impôt et la perception de l'impact fiscal, la corrélation est négative, -21% avec P-value de 0,006, relevant que les entreprises qui s'acquittent d'impôts importants ont tendance à avoir une perception moins favorable de l'impact de la fiscalité. Cela semble indiquer une frustration croissante face à une pression fiscale jugée excessive.

Situation similaire se produit entre le bénéfice net et la perception de l'impact fiscal, une corrélation négative de -28,3% avec P-value inférieur au seuil de 1%. Cela indique les entreprises qui réalisent des bénéfices énormes sont moins susceptibles d'avoir un impact positif. Cette situation de surcharge fiscale peut nuire à la volonté d'investir davantage.

En ce qui concerne la dynamique des bénéfices, une corrélation négative est encore observée de -16,3% entre le pourcentage du bénéfice affecté à l'impôt et la variation du bénéfice, avec un P-value inférieur au seuil de 5%. Cela indique que les entreprises qui consacrent une part importante de leurs bénéfices aux charges fiscales (impôts et taxes), constatent une diminution de leur rentabilité (bénéfice). Situation qui souligne la pression que la fiscalité peut exercer sur la performance financière d'une entreprise.

A l'inverse, il est remarqué une corrélation positive entre la perception de l'impact fiscal et la variation du bénéfice de 15,9% avec un P-value inférieur au seuil de 5%, ceci montre que les entreprises qui perçoivent cet impact comme positif ont aussi tendance à connaître une augmentation de leur bénéfice. En somme, ces différentes corrélations permettent d'avoir une lumière sur les relations complexes et significatives qui existent entre la fiscalité et la croissance des entreprises de petite taille.

4.4 Régression simple

Tableau n° 5 : Estimation du modèle Linéaire Simple

Variable indépendante	Symbole	Nbre D'obs	Coeff.	P-Val	R ²	P-Val
Montant d'impôt payé	X8	172	0,728	0,000	72,8%	0,000

Source : élaboré sur base des résultats SPSS (annexe n° 22)

Ce tableau analyse l'impact du montant annuel d'impôt payé par les entreprises de petite taille à Mbujimayi (X8) sur leur bénéfice annuel net (Y2). Il s'observe que le coefficient de 0,728 indique qu'une augmentation d'une unité dans le montant d'impôt est associée à une augmentation de 0,728 unités dans le bénéfice net. Cela signifie qu'un montant d'impôt plus élevé est à un bénéfice net plus important pour les entreprises.

La relation entre les deux variables reste statistiquement significative avec un P-value inférieur au seuil de 1%, ce qui indique que l'effet du montant de l'impôt payé sur le bénéfice n'est pas dû au hasard. De plus, le R² est de 72,8%, ce qui signifie que 72,8% de la variation du bénéfice net peut être expliquée par la variation du montant d'impôt payé par les entreprises. En guise de l'estimation du modèle, il est retenu :

$$\hat{Y}_2 = \beta_0 + \beta_1 X_8 + \varepsilon \approx \hat{Y}_2 = 0,66 + 0,411 X_8 \text{ Avec terme constant}$$

$$\hat{Y}_2 = 0,728 X_8 \text{ sans terme constant}$$

Le montant de l'impôt payé par les entreprises de petite taille, explique positivement le niveau du bénéfice net. En d'autres termes, le modèle suggère que payé des impôts et taxes reste positivement associé à des bénéfices plus élevés pour les EPT de Mbujimayi, et que la fiscalité joue un rôle significatif dans le processus de croissance.

4.5 Analyse bi variée de Khi-carré entre type d'impôt et la perception de l'impact de la fiscalité

Ce point présente une analyse bi variée utilisant le test du khi-carré pour examiner la relation entre le type d'impôt payé par les entreprises de petite taille de Mbujimayi et la perception de l'impact de la fiscalité. Cette approche a permis d'évaluer si le type d'imposition influence la manière dont les entreprises perçoivent les effets de la fiscalité sur leur croissance.

En analysant ces variables, l'objectif est de déterminer s'il existe une association significative, ce qui pourrait éclairer les politiques fiscales et leur acceptabilité par les contribuables. Les résultats obtenus fourniront des informations précieuses sur la dynamique entre le système fiscal et la perception des entreprises, contribuant ainsi à une meilleure compréhension des enjeux liés à la fiscalité.

Tableau n° 6 : test de khi-carré

Chi-Square Tests

	Value	Df	Asymp. Sig. (2-sided)
Pearson Chi-Square	20,924 ^a	9	,013
Likelihood Ratio	20,373	9	,016
Linear-by-Linear Association	15,057	1	,000
N of Valid Cases	172		

Source : élaboré sur base du logiciel SPSS

Les résultats de khi-carré montrent une relation significativement positive entre le type d'impôts payé par les entreprises de petite taille (X7) et la perception de l'impact de la fiscalité (Y1). Surtout lorsqu'il s'agit des IBP et les différentes taxes, la perception est saisie de manière négative. En revanche, la valeur de 20,924 avec une P-value de 0,013, indique que cette relation est significative au seuil de 5%. Le test du ratio de vraisemblance renforce cette conclusion avec une P-value de 0,016. L'association linéaire présente une valeur de 15,057 et une P-value de 0,000 expliquant une forte association entre les deux variables. Cependant, il est noté que la perception de l'impact de l'impôt est négative lorsque c'est l'entreprise qui supporte la charge fiscale du montant (impôt direct).

4.6 Régression Multiple

Tableau n° 7 : Estimation du modèle Linéaire Simple

Variables	Symbole	Coeff.	P-Val	Décisions
pourcentage d'impôt sur le chiffre d'affaires	X10	0,83	0,000	Significatif à 1%
Type d'impôt payé	X7	0,023	0,548	Non significatif
Fréquence de sensibilisation	X13	0,018	0,604	Non significatif
Type d'activité	X2	-0,008	0,817	Non significatif
Ancienneté	X3	-0,022	0,520	Non significatif

taille de l'entreprise	X4	0,105	0,051	Significatif à 10%
Localisation	X6	0,040	0,248	Non significatif

Source : élaboré sur base des résultats SPSS (annexe n° 31)

Le tableau ci-haut, présente les résultats d'un modèle de régression qui cherche à expliquer le pourcentage de bénéfice affecté par l'impôt (Y_3) pour les entreprises de petite taille dans la ville de Mbujimayi. Le modèle est globalement significatif, ce qui signifie qu'au moins l'une des variables indépendantes a un impact sur la variable dépendante. Ceci est renforcé par un R^2 de 81,3%, indiquant que près de 81,3% de la variation du bénéfice affecté par l'impôt peut être expliquée par les variables incluses dans le modèle.

L'analyse révèle également que le pourcentage d'impôt sur le chiffre d'affaires (X_{10}) a un coefficient de 0,83 avec une P-value de 0,000. Cette valeur indique que la variable est hautement significative au seuil de 1%. En d'autres termes, une augmentation d'une unité du pourcentage d'impôt sur le chiffre d'affaires entraîne, en moyenne une augmentation de 0,83 unités du pourcentage de bénéfice affecté par l'impôt. Ce qui démontre un lien important entre la fiscalité et la rentabilité des entreprises de petite taille.

En outre, la taille de l'entreprises (X_4) présente un coefficient de 0,105 avec une P-value de 0,051, ce qui la rend relativement significative au seuil de 10%. Cela suggère que l'augmentation de la taille de l'entreprise est associée à l'impact positif sur le pourcentage de bénéfice affecté par l'impôt, bien que cet effet soit moins marqué que celui du pourcentage d'impôt sur le chiffre d'affaires. En revanche, d'autres variables telles que le type d'impôt payé (X_7), la fréquence de sensibilisation (X_{13}), le type d'activité (X_2), l'ancienneté (X_3) et la localisation (X_6) ne sont pas significatives. Les P-value pour ces variables dépassent le seuil de significativité, indiquant qu'elles n'ont pas d'impact sur le pourcentage de bénéfice affecté par l'impôt.

Ainsi, le modèle estimé se formule de la manière suivante : $Y_3 = 0,83X_{10} + 0,105X_4$, cela signifie que les entreprises de petite taille doivent porter une attention particulière au pourcentage d'impôt sur le chiffre d'affaires et à leur taille, car ces facteurs jouent un rôle important dans la détermination du pourcentage de bénéfice qu'elles affectent à l'impôt et taxe. Ce modèle fournit des informations précieuses pour la prise de décisions stratégiques relatives à la gestion fiscale et à la croissance des entreprises.

4.7 Analyse booléenne logistique

1. description statistique de la variable Endogène

Tableau n° 8 : Variation du Bénéfice

Y4b

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
0	76	44,2	44,2	44,2
Valid 1	96	55,8	55,8	100,0
Total	172	100,0	100,0	

Source : élaboré sur base du logiciel SPSS

La variable endogène Y_{4b} (variation du bénéfice) dans ce tableau, présente deux modalités : 0 et 1. Sur un total de 172 observations, 76 entreprises, soit 44,2% ne rapportent pas d'impact positif, le niveau de bénéfice varie en fonction de la fiscalité, tandis que 96 entreprises, représentant 55,8%, dans lesquels 48 EPT sont indécises (voir tableau n°14), perçoivent un impact positif, soit 27,9%. Cela indique que la majorité des entreprises interrogées voient un effet défavorable de la fiscalité sur leur performance. La distribution des réponses montre qu'il y a une prédominance du sentiment négatif concernant l'impact fiscal.

Tableau n° 9 : perception de l'impact fiscal

Y1b

	Frequency	Percent	Valid Percent	Cumulative Percent
0	70	40,7	40,7	40,7
Valid 1	102	59,3	59,3	100,0
Total	172	100,0	100,0	

Source : élaboré sur base du logiciel SPSS

Dans l'analyse du tableau ci-haut, la variable Y_{1b} (perception de l'impact fiscal) se divise également en deux catégories : 0 et 1. Parmi les 172 entreprises enquêtées, 70, soit 40,7% ne perçoivent pas d'impact positif de la fiscalité, tandis que 102 représentant 59,3%, parmi lesquels, il y a les EPT indécises, cela estime qu'il y a un effet bénéfique que pour 54 EPT. La majorité d'entreprises considère la fiscalité comme ayant un impact négatif sur leur activité.

Tableau n° 10 : Matrice de classification

Classification Table^a

	Observed	Predicted		
		Y4b		Percentage Correct
		0	1	
Step 1	0	43	33	56,6
	1	20	76	79,2
	Overall Percentage			69,2

a. The cut value is ,500

Dans ce tableau, la matrice de classification présente les résultats d'une analyse prédictive pour la variable Y_{4b} (variation du bénéfice). Sur un total d'observation, 56,6% des cas ont été correctement classés dans la catégorie 0, où 43 entreprises ont été prédites comme n'ayant pas d'impact positif, tandis que 33 ont été mal classées pour la catégorie 1. 79,2% d'entreprises ont été correctement identifiées, avec 76 cas prédits comme ayant un impact positif et 20 cas mal classés. D'une manière explicite, l'analyse montre un pourcentage global de classification correcte de 69,2%, indiquant une performance satisfaisante du modèle prédictif. Cela suggère que le modèle est capable de distinguer efficacement entre les deux catégories d'impact perçu de la fiscalité.

2. Estimation et Probabilité statistique de la Croissance

Tableau n° 11 : calcul de probabilité de croissance des EPT

Variable		symbole	Coeff.	Odd Ratio	P-Val	Décision
Ancienneté		X3 (4)	-1,638	0,194	0,012	Négat sign au seuil de 5%
Fréquence de sensibilisation		X13 (2)	1,835	6,262	0,003	Posit sign au seuil de 1%
Y4b	1				5,3%	
	0				94,7%	

Source : élaboré sur base de résultats du logiciel SPSS (annexe n° 41)

Le tableau ci-haut, présente les résultats d'une analyse de régression logistique visant à prédire la probabilité de croissance des entreprises de petite taille (EPT) à Mbujimayi. Cette analyse met en lumière des relations significatives entre certaines variables et la croissance des entreprises. Cependant, voilà comment se présente l'influence des variables :

a. Ancienneté (X_3)

Le coefficient de -1,638 pour l'ancienneté indique que plus une entreprise est ancienne, moins elle a de chances de croître. L'odd Ratio de 0,194 signifie que les entreprises plus anciennes ont environ 81,6% moins de chance de

connaître une croissance par rapport aux plus récentes. Ce résultat est significatif au seuil de 5%, ce qui renforce la certitude de cette relation. D'où :

$$\beta_1(X_{3(4)}) = -1,638$$

b. Fréquence de sensibilisation (X_{13})

Cette analyse montre qu'une fréquence de sensibilisation élevée est associée à une probabilité accrue de croissance. Avec un coefficient de 1,835 et un odd Ratio de 6,262, les entreprises de petite taille bénéficiant d'une sensibilisation fréquente ont environ six fois plus de chances de croître que celles qui ne le sont pas. Ce résultat est également significatif au seuil de 1%. Ceci souligne l'importance de la sensibilisation pour le développement des entreprises. D'où mathématiquement :

$$\beta_2(X_{13(2)}) = 1,835$$

Pour vérifier la probabilité de croissance des EPT de Mbujimayi, il a été retenu que :

$$Y_{4b} = \begin{cases} 1 & \text{croissance des entreprises de petite taille} \\ 0 & \text{non croissance des entreprises de petite taille} \end{cases}$$

Ainsi :

$$P(Y_{4b} = 1) = \frac{1}{1 + e^{-(-1,638(4) + 1,835(2))}} = 0,053$$

$$\Rightarrow \frac{1}{1 + e^{(2,882)}} = 5,3\%$$

Par ce résultat, la probabilité estimée de la croissance ($P(Y_{4b} = 1)$) de 5,3% indique que la chance qu'une entreprise de petite taille connaisse une croissance est relativement faible. Cela souligne une tendance générale de ces entreprises à se concentrer sur des stratégies de survie à court terme plutôt que sur le plan d'expansion à long terme.

3. Calcul de la probabilité de croissance des entreprises de petite taille

Tableau n° 12 : Matrice de classification

Classification Table^a

	Observed	Predicted		
		Y1b		Percentage Correct
		0	1	
Step 1	0	43	27	61,4
	1	16	86	84,3
	Overall Percentage			75,0

a. The cut value is ,500

L'analyse de ce tableau montre que le pourcentage global de classification est correct avec 75%, indiquant une bonne performance du modèle prédictif. En d'autres termes, le modèle est capable de distinguer efficacement entre les deux catégories d'impact perçu de la fiscalité.

Tableau n° 13 : Estimation et Probabilité statistique de la Croissance

Variable		Symbole	Coeff.	Odd Ratio	P-Val	Décision
Montant d'impôt payé		X8 (1)	-3,508	0,030	0,044	Nég sign au seuil de 5%
Y1b	1				3%	
	0				97%	

Source : élaboré sur base des résultats SPSS (annexe n°44)

Dans ce tableau, les résultats de l'analyse de régression logistique pour la variable « montant d'impôt payé (X_8) » révèlent des informations importantes sur sa relation avec la probabilité de croissance des entreprises de petite taille à Mbujimayi.

a) Montant d'Impôt Payé (X_8)

Le coefficient estimé pour le montant d'impôt payé est de -3,508. Ce chiffre indique qu'une augmentation du montant d'impôt payé est associée à une diminution significative des lo-odds de croissance des entreprises. Plus précisément, chaque unité d'augmentation du montant d'impôt réduit les chances de croissance des entreprises sous étude de manière substantielle. Avec un odd Ratio qui correspond à 0,030, ce qui signifie que les entreprises qui paient un montant d'impôt plus élevé ont environ 97% moins de chances de connaître une croissance par rapport à celles avec un montant d'impôt plus faible. Cette relation est statistiquement significative, comme en témoigne la P-value de 0,044, indiquant que ce résultat est valide au seuil de 5%, ce qui confirme que le montant d'impôt payé a un impact défavorable sur la capacité de croissance des entreprises de petite taille.

D'où mathématiquement :

$$\beta_1(X_{8(1)}) = -3,508$$

$$P(Y_{1b} = 1) = \frac{1}{1+e^{-(-3,508(1))}}$$

$$\Rightarrow \frac{1}{1+e^{(3,508)}} = 0,029 \approx 3\%$$

b) Analyse de la probabilité

La probabilité estimée de croissance (Y_{1b}) pour les entreprises de petite taille est de 3%, ce qui signifie que seulement 3% des entreprises avec un montant d'impôt élevé sont susceptibles de croître. En revanche, 97% des entreprises de cette catégorie se retrouvent dans une situation où leur croissance est compromise. Ce faible

pourcentage souligne l'impact lourd que la charge fiscale peut avoir sur la capacité d'expansion des entreprises de petite taille, même lorsque d'autres facteurs peuvent jouer un rôle.

V. Discussion des Résultats

L'analyse des entreprises de petite taille (EPT) à Mbujimayi met en évidence des défis considérables liés à la fiscalité. Les résultats de cette étude montrent que 58,7% des entreprises ont réduit leurs investissements en raison de la lourdeur des charges fiscales. Cela confirme l'hypothèse H1, selon laquelle la fiscalité actuelle freine la croissance des EPT. En effet, le tableau 11 révèle que 63% des entreprises ayant subi une forte pression fiscale ont dû baisser leurs investissements, renforçant l'idée que ces charges nuisent à leur croissance (H2).

De plus, 49,4% des répondants perçoivent l'impact fiscal de manière négative. Ce constat est en accord avec les recherches de Kouadio et al. (2019), qui soulignent que les lourdes charges fiscales pèsent sur l'innovation des petites entreprises en Afrique. Toutefois, la majorité des EPT sont soumises à des impôts tels que l'IBP et d'autres taxes directes, ce qui valide l'hypothèse H3. Parallèlement, des auteurs comme Acs et Audretsch (2010) soulignent que les petites entreprises, qui sont dans l'innovation, peuvent être freinées par une fiscalité excessive, cela est en rapport avec les observations faites dans cette étude.

Cependant, malgré ces résultats, la probabilité de croissance des EPT est remarquablement faible, à seulement 3%. Ce chiffre confirme l'hypothèse H4, qui révèle que les entreprises fortement imposées auraient une probabilité plus faible de connaître une croissance. Dans le tableau 17, il est indiqué que 44,8% des entreprises constatent une diminution de leur bénéfice net, appuyé par le tableau 25 qui révèle qu'au total 56,6% des entreprises ont été correctement classées dans la catégorie de non croissance (0), où 43 entreprises ont subi de fortes pressions fiscales, enregistrant par conséquent une variation négative de leur bénéfice. Situation qui est confirmée au tableau 23, qui montre que 44,2% d'entreprises ne rapportent pas d'impact positif. Cela rappelle les perceptions de Friedman (2006), selon lesquelles des impôts trop élevés découragent l'initiative entrepreneuriale.

Dans la même perspective, le tableau 14 confirme que la majorité des entreprises, soit 59,3%, perçoivent l'impact de la fiscalité sur la croissance de leurs activités négatif. Ce chiffre élevé indique que beaucoup d'entreprises ressentent une pression fiscale qui freine leur développement malgré que 46,5% témoigne une bonne ancienneté, voir tableau 3. D'autre part, le tableau 13 sur la fréquence de sensibilisation révèle que 80,8% des entreprises se sentent bien informées sur leurs obligations fiscales, un constat préoccupant comparé à Smith (2020), où 45% des PME en Europe se disent bien informées. Ce résultat rassure que les EPT de Mbujimayi sont sensibilisées par l'administration fiscale pour payer l'impôt et taxes. Il est évident que le manque d'informations peut aggraver les impacts négatifs de la fiscalité, comme le souligne De Soto (2000), qui aborde les obstacles administratifs et fiscaux empêchant la formalisation des activités.

L'analyse du tableau 26, montre que malgré l'ancienneté (X_3) et fréquence de sensibilisation (X_{13}), la probabilité pour que ces entreprises de petite taille croissent est toujours très faible, soit 5,3% seulement. Ceci prouve que ces

entreprises se concentrent plus sur la survie quotidienne d'entrepreneurs (entrepreneuriat de survie) que sur l'expansion. Le test de khi-carré au tableau 21, indique une relation significativement positive au seuil de 5% entre le type d'impôts payé par les entreprises de petite taille (X_7) et la perception de l'impact de la fiscalité (Y_1).

Enfin, les opinions divergentes d'autres auteurs, comme Bénabou (2011), qui avance que des impôts bien gérés peuvent stimuler la croissance, contrastent avec les observations faites selon lesquelles, les EPT ne bénéficient pas d'effets positifs de la fiscalité actuelle. Des figures emblématiques comme Schumpeter (1934) reconnaissent que, bien que l'innovation soit un moteur de croissance, des obstacles fiscaux existent bel et bien, limitant l'esprit d'entreprise. Il est vrai que cette étude s'aligne avec une vaste littérature qui souligne l'impact négatif de la fiscalité sur les EPT à Mbujimayi. Les perspectives divergentes d'autres chercheurs montrent l'importance d'un système fiscal équilibré, capable de soutenir la croissance tout en évitant d'étouffer l'entrepreneuriat. L'idée indique clairement la nécessité de réformes fiscales pour alléger la pression sur cette catégorie d'entreprises, leur permettant ainsi de se développer et de contribuer davantage à l'économie locale.

- Recommandations

Sur base des résultats de l'étude et des hypothèses vérifiées concernant l'impact de la fiscalité sur la croissance des entreprises de petite taille à Mbujimayi, voici quels que recommandations :

1. Au Niveau de l'Etat Congolais :

- ✓ L'Etat doit simplifier le système fiscal en réduisant (la multiplicité d'impôts et taxes pour les mêmes activités) les taux d'imposition, notamment pour l'impôt sur le bénéfice et créer régulièrement l'amnistie fiscale pour les EPT en mauvaise position de stabilité (cfr l'Ord-loi n° 22/030 du 8 septembre 2022), afin d'alléger la charge sur les EPT et favoriser leur croissance ;
- ✓ L'Etat doit établir des fonds de soutien ou des programmes de microcrédit destinés aux entreprises de petite taille pour les aider à surmonter des difficultés d'ordre financier et de soutien (subventions) pouvant favoriser leur croissance.

2. Au Niveau des services Percepteurs d'impôts et taxes

- ✓ Les différents services doivent mettre en place des programmes de sensibilisation pour informer de plus en plus les entreprises de petite taille sur leurs obligations fiscales. Cela peut inclure l'organisation d'ateliers et de séminaires visant à améliorer la compréhension des diverses taxes ;
- ✓ Créer des guichets uniques pour faciliter les démarches administratives et fiscales des EPT, réduisant ainsi la bureaucratie et encourageant la formalisation des entreprises ;
- ✓ Créer de quartiers fiscaux pouvant suivre de plus près l'évolution des EPT, et accorder des incitations fiscales pour les entreprises qui investissent dans les projets innovants afin de stimuler la créativité des EPT et les encourager à développer de nouveaux produits ou services.

3. Au Niveau des entreprises de petite taille

- ✓ Les EPT doivent s'engager à suivre des formations en gestion financière et comptable pour améliorer leurs compétences et leur capacité à comprendre le système fiscal.
- ✓ Participer activement aux ateliers et séminaires proposés par les services percepteurs afin d'accroître leur compréhension de la fiscalité et de mieux gérer leurs obligations ;
- ✓ Inciter les entreprises de petite taille à investir pour croître et non pour la survie seulement, innover etc. cela peut permettre aux EPT d'offrir un avantage concurrentiel qui pourra avec le temps compenser les effets négatifs de la fiscalité.

Conclusion

Cette étude montre que les entreprises de petite taille évoluant dans la ville de Mbujimayi jouent un rôle déterminant dans son économie, cependant elles se heurtent à des défis significatifs liés à la fiscalité. Malgré leur potentiel de croissance, ces entreprises stagnent en raison de la lourdeur des charges fiscales et de la complexité du système fiscal en vigueur. En effet, les résultats montrent que 58,7% des entreprises de petite taille ont réduit leurs investissements à cause de la pression fiscale, illustrant ainsi que le système fiscal actuel freine la croissance (H1). De plus, 49,4% des EPT perçoivent l'impact fiscal de manière négative, tandis que la probabilité de connaître une croissance est remarquablement faible, à seulement 3%.

L'analyse des résultats souligne des corrélations claires entre la charge fiscale et le niveau de bénéfice net des entreprises de petite taille, corroborant les observations d'autres chercheurs. Les entreprises de petite taille subissent des taux d'imposition élevés et réglementations souvent opaques, ce qui affecte significativement leur capacité à réinvestir et à innover. Les données indiquent également que la majorité des entreprises s'engagent dans des comportements d'optimisation fiscale, cherchant à éviter une pression qui pèse lourdement sur leurs ressources financières.

Dans ce contexte, il est impératif d'envisager des réformes fiscales adaptées qui allègeraient ces charges pour favoriser un environnement plus propice à la croissance des EPT. Des recommandations claires émergent ; une simplification du système fiscal, des programmes de sensibilisation, établissement des guichets uniques pour réduire la bureaucratie pour les mêmes EPT et la création de quartiers fiscaux pourraient aider à revitaliser l'esprit d'entreprise dans la ville de Mbujimayi. En outre, l'établissement de fonds de soutien et de microcrédits serait essentiel pour accompagner les petites et microentreprises tout en les incitant à innover et à se développer.

En somme, pour que les EPT de Mbujimayi réalisent leur potentiel sur le plan économique, il est vital que les décideurs prennent en compte ces enjeux fiscaux. En mettant en œuvre des stratégies susceptibles de réduire la pression fiscale et d'encourager la formation et l'innovation, cela pourrait non seulement améliorer les conditions d'exploitation des EPT, mais aussi contribuer au développement économique global de la ville et même de la province du Kasai-Oriental. Cette étude, donc, non seulement souligne les défis actuels, mais ouvre également la voie à des solutions concrètes pour transformer le paysage entrepreneurial non seulement d'une ville mais de toute une province.

BIBLIOGRAPHIE

- Birch David, (1979). The job Generation Process. Cambridge, MA : MIT press.
- Bitegetsimana Mbarusha Aimé, & Rukundo Ndizeye Jackson (2022), fiscalité Congolaise face à la théorie d'Arthur Laffer. Journal of Business management,
- Brentjens, Erick & al. (2010), entrepreneurship and economic growth : a meta-analysis of the relationship Between self-Employment and Aggregate Employment. International journal of business studies, pp. 78-92
- Penrose. E. T (1959), The Theory of the growth of the firm, New York, NY : John Wiley & Sons.
- Davin Louis, Emile, (1959), de l'impôt, propulseur de la croissance, Paris : éditions du Sud.
- Greiner. L. E. (1972), Evolution and revolution as Organizations grow. Harvard Business Review, 50(4), pp, 37-46.
- Geloso Vincent., & Jasmin Guenette, (2010), les conséquences négatives de l'imposition des entreprises sur l'investissement et sur les travailleurs. Institut économique de Montréal.
- Laghadiah L., & Mazeghrane salima, (2017), l'effet de la fiscalité sur le financement de l'entreprise électro-industrielle. Revue des sciences économiques, PP. 102-120.
- Kotler, P., & Keller, K. L. (2016), Marketing Management, 15^{ème} édition, Upper Saddle River, NJ, USA.
- Kouadio, L. K., N'Guessan, A. B., & Mouton, J. L., (2019), Fiscalité et innovation des petites entreprises en Afrique, Abidjan, Cote d'Ivoire, édition Universitaire, PP. 45-67.
- Acs, Z. J., & Audretsch, D. B. (2010), Handbook of entrepreneurship research : An interdisciplinary survey and literature review. New York, NY : Springer.
- O.I.T (2007), Small enterprises, job Creation and Growth : Facts, issues and Best practices, conférence internationale sur le travail, Genève, Suisse.
- Philip English et Georges-Maurice Héact., (1996), fiscalité et innovation, Université de Liège, Belgique.
- Friedman, M. (2006), The fiscal burden of taxation on small businesses. Chicago, IL : University of Chicago Press.
- Smith, J. (2020), Are SMEs informed about their tax obligations ? A survey across Europe, European Journal of Business Studies, PP, 22-35.
- De Soto, H. (2000), The mystery of capital : why capitalism triumphs in the West and fails everywhere else. New York, Basic Books.
- Thompson, R. (2021), entrepreneurial satisfaction and tax burdens in the small business sector. Journal of Small Business and Enterprise Development. Pp. 397-414.
- Bénabou, R. (2011), tax and entrepreneurship : A theoretical framework. American Economic Journal, Microeconomics, pp. 1-29.
- Schumpeter, J. A. (1934), The theory of economic development, An inquiry into profits, capital, credit, interest, and the business cycle. Cambridge, MA : Harvard University Press.